

Quebec My Country Mon Pays

Le film de John Walker sur sa province natale, en plus d'être un modèle de narration subjective et d'exorcisme affectif, soulève un ensemble de problèmes politiques intéressants qui n'ont été résolus ni par les Québécois ni par les Canadiens. Ostensiblement, les enjeux politiques du film sont ceux du passé. Il raconte la période qui va de la fin des années cinquante, où l'auteur a vécu dans une inconscience enfantine parmi une minorité privilégiée dans un des quartiers anglophones de Montréal, en passant par la mort de Duplessis, le triomphe de la révolution tranquille, les années tumultueuses du FLQ suivies de la victoire du Parti Québécois de René Lévesque, la charte des langues et les deux référendums. Cette histoire provoque, ce qui n'est pas souvent noté, un déplacement significatif de population, l'exode de jusqu'à 500 000 Québécois anglophones vers d'autres provinces, principalement selon le commentaire, vers l'Ontario et Toronto. Cet exode a deux caractéristiques qui le rendent particulier. Il était plus profond que le déménagement de quelques sociétés ou sièges sociaux de corporations poussé par le refus d'envisager une séparation politique, touchant des régions le long de la vallée du Saint Laurent et une multiplicité de classes sociales, pas seulement l'élite économique. Et il a eu lieu avec un minimum de protestations ou contestation. C'était comme s'il y avait une reconnaissance collective muette que la majorité francophone avait le droit de fixer les règles du lieu, et que les anglophones, quelle que soit leur enracinement dans la province ou leur histoire particulière, devaient simplement accepter les décisions, s'y adapter ou partir.

Il y avait en outre une pression économique et une campagne médiatique. Les employeurs traditionnels perdaient, les commandes pour les artistes graphiques comme le père de l'auteur devenaient rares ainsi que les moyens pour continuer à vivre dans la prospérité. Et une partie de la presse anglophone se spécialisait dans la peur hystérique dans la période précédant les élections et les référendums. Les descendants des Écossais, des Irlandais, les minorités anglophones d'une sorte ou d'une autre ont la réputation d'être des peuples pragmatiques. Accéder à la prospérité, vivre dans le calme, est ce qui motive la plupart des gens qui viennent vivre au Canada. Partir était la réponse la plus efficace, celle qui affichait le meilleur rapport résultat-énergie. Il est indéniable qu'il y avait un coût affectif à ce bouleversement. La puissance du film de Walker est de donner voix à cette douleur d'une manière rare dans la culture anglophone canadienne. Les publics dans les séances au festival de films Hot Docs à Toronto étaient largement dominés par des ex-montréalais qui ressentaient, en accord avec l'auteur, un « mal du pays ». Mais comme le dit Christina Clark, une Montréalaise anglophone qui a fait partie de l'équipe du film et qui en est une des figures, en accord avec son père, personne n'allait se battre.

Ce n'était pas le cas du côté francophone bien sûr. Dans les deux décennies qui ont suivi la mort de Duplessis en 1959, le centre de gravité s'est déplacé des Libéraux de Jean Lesage, qui prônait une modernisation accélérée de l'économie et des pratiques politiques, au Parti Québécois, plus radical sur le plan culturel, souverainiste en ce qui concerne sa conception de l'État. La notion d'une lutte pour la survie de toute une nation devenait un enjeu clef, une démarcation importante de la politique québécoise. C'est ici que le film sonde une zone douloureuse dans la politique linguistique, et une zone où le problème d'une certaine paranoïa apparaît. Selon le sentiment de menace dont on parle, la réponse peut être considérée justifiée, raisonnable, et relevant d'une volonté d'auto-défense et de survie légitime. Mais si ce sentiment de menace prend une tournure paranoïaque ou irrationnelle, ou s'il est mal ciblé, il peut aussi être destructeur de l'équilibre mental du sujet et dangereux pour les autres.

Au fur et mesure que leur société passait d'une fusion traditionnelle de la religion et du nationalisme vers un ensemble diversifié doté d'un État moderne, les Québécois avaient le sentiment que leur

existence future en tant que société francophone était menacé. Ce sentiment se justifiait par trois facteurs : l'anglais est la langue de l'écrasante majorité du reste de l'Amérique du Nord, l'usage de l'anglais comme langue du pouvoir, des affaires et de l'économie au sein même de la province, la préférence accordée par les nouveaux arrivants de toutes origines non francophones du système scolaire anglophone pour l'éducation de leurs enfants. Ces menaces étaient réelles, basées sur des phénomènes mesurables dessinant des courbes et des tendances qui reléguaient à terme le français au rôle de phénomène minoritaire au sein même de la province. D'où le radicalisme des contrôles de langue du PQ – le français comme **unique** langue officielle du Québec – et l'exigence que les immigrants envoient leurs enfants dans les écoles francophones. Aucune de ces mesures n'a été défaire par les gouvernements qui ont suivi. Donc la charte des langues, la loi 101, ont bien reflété la volonté d'une certaine auto-défense sociétale. La volonté de perdurer, la prise de mesures nécessaires pour parer à une perception réaliste des menaces à son existence a permis à la société Québécoise de survivre et même de s'épanouir, au regard de l'effervescence de la production culturelle en français depuis cinquante ans.

Après, on peut débattre sur l'appui qu'un Québec solidement francophone aurait pu amener au projet d'un Canada bilingue. Le débat « Lévesque-Trudeau » sur lequel de ces deux buts était prioritaire est devenu sans objet tout simplement parce que Lévesque a gagné, Trudeau a perdu. Peut-être le Québec aurait-il pu soutenir le projet d'un pays réellement bilingue. Peut-être. Mais si on comprend par « bilingue », le fait que tous les citoyens d'un pays puissent s'engager dans une conversation dans les deux langues, alors le bilinguisme au Canada est mort et l'idée n'a jamais vraiment décollé. Si seulement l'Ontario s'était emparé de l'aventure avec énergie et une réelle volonté politique ! Mais les rêvasseries rétrospectives sont stériles. Cela n'a pas eu lieu. L'idée n'est portée par aucun des autres gouvernements provinciaux à l'exception du Nouveau Brunswick, dont la petite population a la lourde responsabilité de constituer l'unique province officiellement bilingue de la fédération. Et pour la plupart des étudiants dans des systèmes d'éducation de l'est à l'ouest du pays, apprendre le français apparaît aussi superflu que l'étude du latin ou du grec. Donc la législation et la réglementation par le gouvernement du Québec pour défendre son existence comme société francophone ont été reconnues justifiées et raisonnables mais au prix d'un abandon pur et simple de la bataille pour le bilinguisme ailleurs qu'il aurait fallu mener, il est vrai, avec d'autres.

Après, il y a ce qu'on pourrait appeler une paranoïa sociale et ethnique, et c'est là où les choses deviennent plus troubles et plus troublantes. Les Québécois anglophones qui reconnaissent la dominance du français et qui s'y adaptent mais qui continuent de rencontrer des difficultés pour accéder à leurs besoins vitaux – essentiellement aux emplois – à cause de leurs noms de famille ou du fait qu'ils parlent aussi anglais, sont victimes d'une discrimination. Et cette discrimination n'est pas linguistique, elle est ethnique. Le film souligne cette ambiguïté. Walker dans son commentaire indique qu'il entendait le mot d'ordre « Le Québec aux Québécois » comme ne l'incluant pas, malgré le fait qu'il soit né et ait grandi dans la province, malgré le fait qu'il ait lui-même voté PQ. Il devient clair alors que nous sommes en présence d'une sorte de revanche identitaire, une revanche sur l'histoire – une manière de résorber les innombrables et inconsolables « je me souviens » qui se baladent sur les plaques d'immatriculation de la province – dans laquelle les descendants des Bretons et des Normands arrivés avant le 19^{ème} siècle revendiquent un rapport de propriété à « leur » terre et « leur » société et qui va bien au-delà du fait de simplement communiquer dans une langue. Denys Arcand le dit autrement quand il explique que l'exode des anglophones n'était pas important du point de vue des Québécois francophones sauf dans la mesure où il faisait baisser les prix de l'immobilier sur Westmount et ouvrait des opportunités d'emploi dans des secteurs qui leur avaient été auparavant difficile d'accès. Sinon, ils s'en foutaient royalement.

Pourquoi les Québécois anglophones n'ont-ils pas résisté avec plus de force ? Une partie de la

raison est exprimée dans le film par l'importance donnée à la culture. Walker accorde beaucoup d'attention à une réflexion sur les films et l'héritage de Pierre Perrault, à l'importance de la nouvelle vague du cinéma local représentée par « Le chat dans le sac » de Gilles Groulx, à une conversation avec l'auteur et cinéaste Jacques Godbout. En partie, parce que le sentiment national nouvellement retrouvé s'exprimait à travers le cinéma, la musique et la chanson, la littérature et le théâtre de la période. La culture Québécoise des années soixante et soixante-dix brillait de mille éclats. Et en partie parce que Walker lui-même, jeune artiste, était fortement attiré par la vivacité, la créativité de cette période, avait un fort désir de s'y intégrer, d'y trouver une place, mais il ne s'est jamais senti accepté.

Et que dire à propos de la culture des Québécois anglophones ? Walker évoque quelques aspects de ses origines celtiques, la cornemuse jouée lors des funérailles de son père, la maison et la vie campagnarde d'une bonne partie de sa famille autour du bourg de Lachute, des photos intrigantes datant du début du 20^{ème} siècle où on voit, entre autres, une grand-mère écossaise lisant au lit tout en fumant sa pipe. Mais il n'y avait pas ce que décrit avec force Paul Warren, enseignant et écrivain sur le cinéma, lorsqu'il parle des films de Perrault – une culture née d'une langue enracinée dans un terroir. Le sous-texte du film suggère que les anglo-Québécois participaient à la culture déterritorialisée du travailleur consumériste que le capitalisme préfère flottante et détachée. Dans l'échange entre Christina Clark et son père, il l'accuse de ne pas accepter la nécessité de « changer ». Elle réplique immédiatement qu'elle accepte de « changer » mais que la société pour laquelle elle est prête à changer ne veut toujours pas l'accepter. Ce qu'il veut dire par « changer » est la capacité de déménager ailleurs si sa prospérité future le commande. Ce qu'elle veut dire par « changer » est la capacité de fonctionner en français et d'accepter la nature francophone de l'endroit qu'elle aime et où elle veut faire sa vie. Donc nous sommes laissés avec la conclusion qu'un déplacement de population importante était simplement le résultat volontaire et assumé d'un ethos capitaliste qui dicte que l'on va là où se trouve l'argent et qu'on ne reste pas là où la majorité ne te veut pas. De manière explicite et consciente, l'attachement à ce bout de terrain particulier n'était pas d'une importance vitale pour les anglophones du 20^{ème} siècle au Québec parce que, et là-dessus les francophones avaient probablement raison, les aspects principaux de leur culture existaient partout ailleurs.

On pourrait ajouter que ceci soulève un point d'interrogation général à propos de l'existence et la pertinence d'une culture canadienne anglophone. J'ai été souvent frappé lors de conversations avec des amis de ma génération ou avec leurs enfants maintenant devenus grands (des gens obnubilés, il faut le dire, par leur « style de vie ») par ce qu'ils semblent considérer la transparence de la frontière avec les États-Unis. Ils n'ont aucun mal à imaginer leur avenir au sud de la frontière. Mon frère a fait le déplacement volontiers, et l'unique frein semble être les tracasseries administratives qu'implique l'obtention d'une petite carte verte. J'ai toujours pensé aux États-Unis comme à un paysage mental tout à fait étranger, incohérent avec mes idées de valeurs humaines correctes ou d'un mode acceptable d'organiser une société. Mais parfois je me sens un partisan romantique et aveuglé de la notion curieusement vieillie qu'il y aurait une culture commune aux Canadiens, qui accorderait plus d'importance à la cohésion sociale et qui imposerait des attentes plus élevées aux interventions de l'État – sans lesquelles le pays n'aurait jamais pu survivre – et qui la démarquerait du paysage mental courant aux États-Unis. Est-ce que cela suffit pour définir une « culture » ? Disons, en tout cas, un « état d'esprit » qui permettrait l'existence d'une activité de création culturelle soutenue par l'État. Ces conversations m'indiquent que, en ce qui concerne une partie significative de la population, je perçois mal les choses. La culture pour beaucoup de gens équivaut à la possibilité d'accéder à la prospérité couplée à la consommation de ce qu'offrent les médias de masse privés, plus quelques accoutrements décoratifs issus de l'héritage ethnique ou religieux de chacun. Cet ensemble est en effet très portatif. Pratiquement toutes les métropoles du continent ont

leur quartier italien ou juif. Encore que c'est intéressant de réfléchir à pourquoi les anglophones juifs ont, mieux que d'autres, résisté aux sirènes de l'exil.

Nous savons que John Walker est un lecteur attentif de Harold Innis. Celui-ci a longuement écrit dans les années quarante et au début des années cinquante contre la déshumanisation et l'acculturation apportées par les médias de masse. Son film peut être vu comme un exercice pratique qui découle de ses thèses.

L'étoffe étroitement tissée de ce film relie plusieurs fils : la mémoire personnelle et la réflexion de l'auteur, des conversations avec des penseurs et des activistes de la période, un questionnement qui transcende les générations et qui ouvre sur une conversation fragile entre deux jeunes Québécoises, francophone et anglophone. C'est une œuvre qui raconte une histoire importante et qui suggère ou pose des questions importantes. Et elle transmet un impact émotionnel considérable. C'est une contribution solide à l'identité culturelle dont la fragilité, justement, peut être vue comme un des ressorts principaux de l'histoire qu'elle raconte.

MH